



Déclaration liminaire de la FSU Guadeloupe CTA du 6 octobre 2020

Madame la Rectrice,

La FSU Guadeloupe vous souhaite la bienvenue dans cette académie, mais regrette la première réunion bien tardive de cette instance. La FSU Guadeloupe souhaitait pouvoir être une force de proposition pour l'organisation de la rentrée scolaire 2020, particulière à bien des égards !

Malheureusement, le ministère et vous-mêmes en avez décidé autrement, faisant le choix d'un laisser faire coupable qui conduit à des conditions de rentrée allant de l'inacceptable au scandaleux.

Vous découvrez une académie, où le CHU n'est pas en état de fonctionner correctement, alors que notre territoire entre dans le premier pic de contamination au COVID19.

Vous découvrez une académie où l'organisation sociale et familiale est organisée autour de familles élargies, avec souvent trois générations vivant sous le même toit ! Dans un contexte de circulation active du coronavirus, cette organisation accroît les risques ! La gestion par l'institution Éducation Nationale ne peut ignorer ces réalités.

Vous découvrez une académie monodépartementale, mais archipélagique où l'eau ne coule pas au robinet, ce qui, en temps normal est très problématique, devient tout simplement ingérable en cas de crise sanitaire !

Votre volonté de maintenir la rentrée quoi qu'il advienne a conduit à une cacophonie innommable et à la fermeture de nombreux établissements scolaires, faute d'eau ! Après des mois de confinement, le déconfinement désorganisé par votre prédécesseur avait rompu la confiance avec une partie de la population. Votre erreur politique de maintenir la rentrée en dépit de la réalité aggrave le schisme entre l'institution scolaire et la population fort inquiète pour sa santé, à juste titre !

Et pourtant, madame la Rectrice, les consignes que vous avez donné aux chefs d'établissement ne tiennent aucunement compte de la réalité ! Vous avez demandé une omerta la plus totale sur les cas de Covid dans les établissements scolaires, générant une opacité, renforçant les craintes, et nourrissant les rumeurs les plus folles ! C'est au contraire une transparence totale qui eût été nécessaire, pour faire front collectivement face au virus !

Désormais, prétendant vous reposer sur un projet académique aussi vide que les titres sont ronflants, écrit par un petit groupe hors sol, ne sortant du rectorat que sous la contrainte, vous avez envoyé les enfants et les adultes se faire contaminer sans vergogne dans les établissements scolaires !

Car que peut-il se passer d'autre ? Les masques que vous avez fait distribuer aux enseignants ne protègent de rien, ils n'ont pour seule utilité que de gêner les enseignants dans leur pratique pédagogique, et les faire suffoquer dans des classes aussi surchauffées que surchargées.

Comment prétendre enseigner par une chaleur accablante, en pleine saison cyclonique, avec un masque sur le visage ?

Comment envisagez-vous d'imposer le masque à des familles qui n'ont pas les moyens de s'en payer ?

Comment envisagez-vous d'empêcher le virus de circuler, alors qu'un élève lambda doit théoriquement se lever à 5h pour partir à 5h30, masque sur le visage pour prendre son transport, garder le masque jusqu'à son arrivée devant l'établissement scolaire, vers 6h30, garder son masque jusqu'au début des cours à 7h.

Jusqu'à midi, il ne doit pas toucher à son masque, alors qu'il va avoir chaud et transpirer. Il va devoir enlever son masque quelques secondes avec la plus grande précaution pour boire quelques gorgées d'eau. Arrivé à la cantine, il va patienter de longues minutes en pleine chaleur avant d'enlever son masque quelques minutes pour se restaurer, sans aucune distanciation sociale avec ses camarades de cantine ! En théorie, il va ensuite changer de masque, le conserver toute l'après-midi en classe, puis le garder pour retourner prendre son transport, avant de rentrer chez lui, vers 18h30, 19h.

Vous prétendez donc qu'un élève doit garder son masque plus de 12h par jour ! Disons les choses clairement, cela s'apparente à de la maltraitance !

Et une maltraitance bien inutile puisque la distanciation sociale ne peut être respectée, puisque les salles de classe ne sont pas désinfectées entre chaque élève et/ou chaque enseignant !

L'absence de toute préparation et de toute organisation du système éducatif en cette rentrée, à l'opposé de ce qui a pu être fait en Italie ou dans la région de Madrid vous rend personnellement responsable madame la rectrice des conséquences !

Car non seulement d'un point de vue sanitaire, rien n'a sérieusement été envisagé. Une rentrée « normale » avec un masque, ce n'est pas de la prévoyance, c'est un business supplémentaire pour les fabricants de masques, mais d'un point de vue pédagogique, rien n'est prêt non plus !

Alors que notre académie a été bloquée pendant de nombreuses semaines pour une véritable prise en compte de la misère sociale en Guadeloupe et une extension de la carte de l'éducation prioritaire, votre prédécesseur a profité de la crise sanitaire pour balayer d'un revers de main, tout ce qui avait pourtant été acté à la sortie de la grève. Ainsi, le collège Carnot, à Pointe à Pitre, qui faisait partie des établissements où l'administration s'était engagé à mettre des moyens supplémentaires avant un classement en REP+, on note pas moins de 30 élèves par division en classe de 4^e.

Dans ces conditions l'accès à la réussite que votre prédécesseur a réussi à introduire dans la moitié des paragraphes du projet académique s'apparente à un véritable parcours du combattant, dont seule une petite élite sociale sortira ! Il n'y a ni égalité, ni même égalité des chances dans cette organisation éducative, il n'y a qu'un tri social institutionnalisé et revendiqué, où l'objectif est d'exclure au plus les enfants des classes populaires !

La mise en place du dispositif une salle une classe sans concertation dans un certain nombre d'établissements de l'académie s'avère une véritable catastrophe ! Non seulement, cette idée n'a aucun sens d'un point de vue sanitaire, puisque les élèves sont en contact dans la cour de récréation, dans les transports ou à la demi-pension, et puisqu'ils se déplacent pour aller dans les salles spécialisées ou en EPS, mais cela n'a aucun sens non plus d'un point de vue de la sécurité !

En effet, faute de personnels de surveillance en nombre suffisant, il est impossible d'assurer la sécurité durant les interours pendant lesquels les élèves sont censés rester en classe et les enseignants se déplacer.

Enfin, d'un point de vue pédagogique, c'est une véritable hérésie ! La durée du cours est mécaniquement réduite, puisque l'enseignant doit ranger ses affaires, se déplacer vers la nouvelle salle chargé de son matériel et de ses documents pédagogiques, ressortir ses affaires, éventuellement brancher son ordinateur, ses enceintes... Tout cela, toutes les heures ! Cela ajoute de la pénibilité, de la fatigue dans une ambiance déjà très chaude et humide en cette saison et aggravée par le port du masque ! Ce système fait fi des grosses différences d'équipements matériels entre les salles des établissements scolaires : certaines sont dotées de vidéoprojecteurs, voire de TBI, quand d'autres n'ont aucun équipement spécialisé ! Aucune équipe pédagogique n'est satisfaite de ce dispositif !

D'ailleurs, plusieurs chefs d'établissement ont compris l'absurdité de ce choix et ont fait marche arrière ! Malheureusement, quelques établissements font le choix politique de maintenir ce dispositif, sans aucune motivation, si ce n'est s'opposer aux collègues, comme au collège Jean Jaurès de Baillif ou au collège des Roches Gravées de Trois Rivières !

La FSU Guadeloupe tient d'ailleurs à s'insurger contre la répression syndicale exercée par vos subalternes, Madame la Rectrice ! Notre secrétaire général, une première depuis dix ans, s'est vu interdire l'accès à un EPLE où un mouvement social se déroulait. Le doyen des corps d'inspection, outrepassant ses prérogatives, a empêché notre secrétaire général de remplir sa mission de dialogue social pour laquelle il s'était déplacé ! Même au plus fort de la crise au lycée Gerville Réache, personne n'avait eu l'idée saugrenue de refuser l'expression du dialogue social !

Pire ! Le co-secrétaire académique du SNES-FSU a fait l'objet d'un rapport de son chef d'établissement ... pour avoir rempli sa mission de délégué syndical ! Si les représentants syndicaux n'ont plus le droit d'apporter la contradiction face à l'administration, quel est leur rôle ?

La FSU Guadeloupe vous demande solennellement, Madame la Rectrice, de remédier à ces situations, pour permettre le libre exercice du droit syndical dans l'ensemble de l'académie et garantir ainsi un véritable dialogue social si nécessaire durant ces périodes de crises et sanitaires et sociales !

Suite à nos demandes incessantes de recrutement des Listes Complémentaires pour faire face au manque d'enseignants aggravé par la crise du Covid, la FSU se satisfait d'avoir été entendue par le ministère de l'Education Nationale qui a donné son accord pour le recrutement des lauréats concours CRPE inscrits sur la liste complémentaire en qualité d'enseignants stagiaires.

La crise sanitaire aurait pu être saisie comme une chance pour combler les retards multiples qui sont autant de préjudices pour la jeunesse guadeloupéenne, mais la gouvernance, trop occupée, à chercher des primes et à se faire bien voir du centre, a préféré, gérer ses petites carrières individuelles que d'avancer en remplissant la seule mission assignée à un fonctionnaire de l'Éducation Nationale : servir la jeunesse dont elle a la responsabilité.

Les commissaires paritaires de la FSU élus au CTA Guadeloupe.